
**Conférence des Parties
chargée de l'examen du Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires 2005**

Distr. générale
23 octobre 2006
Français
Original: anglais

Grande Commission III

Compte rendu analytique de la 2^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 23 mai 2005, à 10 heures

Président : M^{me} Bonnier (Suède)

Sommaire

Projet de rapport de la Grande Commission III (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

06-38040 (F)



La séance est ouverte à 10 heures.

Projet de rapport de la Grande Commission III
(suite)

1. **M. Towpik** (Pologne) dit que sa délégation s'associe à la déclaration que le représentant du Luxembourg a prononcée au nom de l'Union européenne. Bien qu'elle ne soit pas une puissance nucléaire, la Pologne fait cependant largement usage de la technologie nucléaire dans l'industrie, la santé, la protection de l'environnement et l'agriculture. Elle s'est engagée à assurer l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et à mettre en place des programmes d'assistance destinés à la promotion des transferts de technologie et du développement durable, tout en étant à la fois donateur et bénéficiaire de ces programmes. Étant donné la demande considérable pour de telles activités, il nous faut étudier les possibilités d'un partage des coûts et d'un partenariat pour le développement.

2. Les conventions et les normes internationales élaborées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) jouent un rôle vital dans la promotion d'une culture mondiale de sûreté nucléaire. La Pologne est partie à tous ces instruments et les considère comme des éléments essentiels à la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'évolution scientifique des dernières années a confirmé que la connaissance nucléaire nécessitait une meilleure gestion. Sa délégation est tout aussi préoccupée par la perte du savoir-faire dans l'industrie nucléaire par suite du vieillissement de la main-d'œuvre et d'une diminution progressive de l'aide aux programmes universitaires dans le domaine des sciences et de l'ingénierie nucléaires. Le phénomène est malheureusement plus aigu dans les pays qui, comme la Pologne, ne possèdent actuellement aucun programme électronucléaire mais ont envisagé la possibilité de s'en procurer un. Sans une éducation et des travaux de recherche appropriés au niveau national, la sûreté nucléaire ne pourra être maintenue de façon satisfaisante dans aucun pays. En conséquence, la Pologne appuie fermement les efforts internationaux déployés pour améliorer la qualité de l'enseignement, élaborer des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et faciliter le transfert et l'application sûre des technologies nucléaires.

3. **M. Bennouna** (Maroc) dit que sa délégation fait siennes la déclaration que le représentant de la Malaisie

a prononcée au nom du Groupe des non-alignés. Quel que 35 ans plus tôt, les auteurs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ont dû affronter la tâche difficile de maintenir un équilibre délicat entre la nécessité d'empêcher la prolifération et celle de préserver les droits inaliénables de toutes les parties consacrés par l'article IV du Traité. Cependant, cet équilibre a récemment été rompu suite à la menace mondiale du terrorisme nucléaire et à l'action énergique de la communauté internationale pour lutter contre cette menace.

4. L'AIEA ne pourra remplir son rôle de surveillance que si les États se conforment à leurs obligations internationalement contraignantes. Le Maroc, étant partie au Traité depuis 1970, a conclu un accord de garanties avec l'AIEA en 1973 et a signé un de ses protocoles additionnels en 2004. Il réaffirme son engagement vis-à-vis l'article IV du Traité et est convaincu que des mesures propres à renforcer la sûreté nucléaire sont indispensables au développement de la coopération internationale. Bien que la responsabilité de la sûreté nucléaire et de la radioprotection soit du ressort des États individuels, ces derniers ont la responsabilité de diffuser les informations en vue d'empêcher le détournement et le trafic de matières nucléaires.

5. Le Maroc appuie fermement les programmes de coopération technique de l'AIEA et collabore avec l'Agence à l'organisation d'un cours de troisième cycle en radioprotection à l'intention d'experts de pays africains de langue française. Il a également collaboré avec l'AIEA, l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et diverses organisations régionales en vue de la tenue d'une conférence internationale sur les infrastructures nationales de sûreté nucléaire.

6. **M. de Queiroz Duarte** (Brésil) souligne que le Directeur général de l'AIEA a rappelé à la Conférence d'examen que le Traité de non-prolifération nucléaire avait été rendu possible grâce aux deux objectifs partagés de sécurité et de développement. En raison des opinions divergentes sur les principes fondateurs du Traité, il importe que la Conférence d'examen réaffirme l'article IV pour s'assurer que les droits de tous les États parties sont maintenus, sous réserve du respect des dispositions des articles I, II et IV.

7. Le Brésil partage la préoccupation selon laquelle certains programmes nucléaires serviraient à dissimuler une prolifération nucléaire, mais il estime aussi que

certaines des mesures proposées pour parer à ce risque passent sous silence les réalisations fructueuses des accords de garanties mis en place, critiquent à tort certaines failles du Traité sous prétexte qu'elles auraient affaibli son efficacité à l'égard de la prolifération et comportent le risque d'une réinterprétation ou d'une révision de l'article IV. Il est d'avis qu'un système de garanties renforcé apaiserait les préoccupations légitimes de la communauté internationale. Le rapport du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire (NPT/CONF.2005/18) apporte une contribution vitale au débat. Ce dernier doit se poursuivre pour empêcher que des décisions ne soient prises à la hâte en ce qui concerne les droits à long terme des États non dotés d'armes nucléaires qui respectent les règles du Traité. Il ne faut surtout pas affecter la capacité de ces États à élaborer des programmes nucléaires pacifiques légitimes sur lesquels portent les garanties de l'AIEA.

8. Dans une situation internationale en perpétuelle évolution, il ne semble pas réaliste d'espérer des États parties qu'ils renoncent à leurs droits légitimes en vertu du Traité et, par conséquent, à leur sécurité énergétique, en échange d'un accès continu à des approvisionnements en combustible nucléaire d'autres États. Cinquante ans auparavant, les principaux experts internationaux de l'époque avaient assuré que le Brésil n'avait aucune ressource pétrolière et que la création d'une société pétrolière nationale serait futile. Ils avaient tort. Petrobras a effectué avec succès l'exploration du pétrole. Elle est aujourd'hui l'une des plus grandes entreprises pétrolières du monde. Elle répond actuellement à 95 % de la demande du pays et a été le moteur de l'industrialisation du Brésil. À ce titre, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire est devenue un principe fondamental de la politique nationale. Le Brésil a développé ses propres capacités nucléaires, y compris l'uranium enrichi, mais il demeure fermement convaincu des avantages d'une action coordonnée de l'AIEA et de la communauté internationale dans le domaine nucléaire.

9. La Conférence d'examen devrait reconnaître et encourager les objectifs doubles de sécurité et de développement en saluant le rôle directeur du développement durable dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, ce qui pourrait contribuer à réduire les disparités économiques et technologiques entre les pays développés et en développement. La Conférence devrait affirmer le rôle du Traité en proposant un cadre

de confiance et de coopération aux fins de ces utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le rôle de l'AIEA en assistant les pays en développement. Elle devrait réitérer l'appel à l'universalisation et à l'application stricte et équilibrée du Traité et devrait exhorter tous les États parties à conclure des accords de garanties généralisées. Tous les États devraient renforcer la vérification aux niveaux international et national des transactions impliquant des produits fissiles et des technologies associées, maintenir les normes les plus élevées possible de sécurité nucléaire et de production physique des matières nucléaires et, si possible, soutenir l'investissement dans la recherche sur des technologies non proliférantes et, par conséquent, plus sûres du point de vue opérationnel.

10. **M. Asmady** (Indonésie) déclare que les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans l'agriculture, l'industrie, la médecine et autres sont d'une importance cruciale pour le développement durable. Son gouvernement appuie les droits des États parties aux termes du Traité, qui pose les fondements juridiques essentiels pour le transfert de technologie et la coopération, mais il est conscient aussi que l'accès à la technologie nucléaire facilite l'acquisition d'une capacité de production d'armes nucléaires. Cette préoccupation entraîne une responsabilité spéciale pour les États désireux de renforcer la confiance auprès de la communauté internationale afin d'apaiser les craintes de prolifération et de permettre à l'AIEA de vérifier que la technologie n'est utilisée qu'à des fins pacifiques.

11. Ayant pris note de la volonté des États parties de prévenir le détournement des matières nucléaires à des fins d'armement et du rapport du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire nommé par le Directeur général de l'AIEA (NPT/CONF.2005/18), sa délégation, tout comme celles de nombreux États non dotés d'armes nucléaires, estime que cette question est liée directement aux principes de l'article IV du Traité. Des mécanismes non soumis à un traité ont de plus en plus limité les fournitures de matières nucléaires, affaiblissant de ce fait les dispositions du Traité et contribuant à donner l'impression qu'il comportait des déséquilibres inhérents et discriminatoires à l'égard des États non dotés d'armes nucléaires. La solution réside peut-être dans un mécanisme multilatéral qui limiterait les droits prévus à l'article IV des États qui ne se conforment pas aux articles I et II. Les nombreux États qui ont respecté

les dispositions du Traité ne doivent pas être assujettis à une forme quelconque de châtement collectif ou être privés de leurs droits au titre de l'article IV.

12. L'universalisation des systèmes de contrôle et d'inspection des exportations garantirait à tous les États un accès sans obstacle à la technologie nucléaire à des fins pacifique et, dans ce sens, les propositions de l'AIEA concernant le cycle du combustible nucléaire méritent d'être prises en considération. Toutefois, toute dilution des obligations au titre de l'article IV minerait la confiance à l'égard du Traité et exacerberait le sentiment qu'il existe une discrimination entre les États investis de privilèges et d'obligations et ceux investis de privilèges mais sans aucune obligation. Ensemble, le régime de garanties de l'AIEA et les protocoles additionnels, qui élargissent les possibilités d'inspection, constitueraient un moyen de dissuasion efficace contre la prolifération. Néanmoins, le financement insuffisant alloué aux utilisations pacifiques de la technologie nucléaire et les déséquilibres constants dans l'affectation des ressources aux garanties suscitent des difficultés, c'est pourquoi les activités de coopération technique de l'AIEA devraient donner la priorité aux ressources en faveur des pays en développement.

13. **M. Beven** (Australie) signale que l'Australie, le plus grand exportateur d'uranium au monde, soit 40 % des ressources mondiales, attache depuis longtemps une grande importance à la coopération nucléaire pacifique. Son pays contribue considérablement au développement de l'énergie nucléaire, étant donné le fait reconnu que faciliter les applications pacifiques de cette technologie était essentiel à l'équilibre des droits et des obligations que les États parties assument en vertu du Traité. En tant que contribuant régulier et sûr du Programme de coopération technique de l'AIEA, il est favorable à une réforme qui renforcerait son efficacité.

14. Le renforcement du régime de non-prolifération nécessite l'instauration d'un climat de confiance. Comme il a été souligné à la Conférence d'examen de 2000, le respect des garanties décrites à l'article III du Traité a aussi une certaine incidence sur l'exercice des droits reconnus par l'article IV. Une exposition du réseau de prolifération dirigé par le scientifique pakistanais, M. Abdul Qadeer Khan, a démontré l'importance de prévenir le trafic illicite des matières, du matériel, de la technologie et du savoir-faire nucléaires. Une coopération étroite avec l'AIEA est nécessaire afin de démanteler définitivement le marché noir existant. Ces

faits nouveaux mettent également en lumière la nécessité de contrôles nationaux efficaces sur la production et l'exportation de technologies et de matières sensibles et d'une coopération internationale dans l'application des lois nationales. Loin de constituer un obstacle au commerce nucléaire légitime et à la coopération, le contrôle des exportations est plutôt le moyen requis et légitime dont se servent les États pour se conformer à l'article III et fournir les assurances et la stabilité à long terme nécessaires pour permettre ce commerce et cette coopération.

15. Tous les États parties au Traité devraient prendre note des contrôles harmonisés des exportations élaborés par le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Comité Zangger et veiller à ce que leurs propres contrôles soient au moins équivalents à ces régimes et adéquatement renforcés. Les fournisseurs nucléaires ne doivent procéder aux transferts que si l'État bénéficiaire dispose d'un système nucléaire national adéquat comprenant des garanties de l'AIEA, une protection physique, des mesures contre le trafic illicite et un système de contrôle des exportations applicable en cas de réexportation. L'Australie, qui se propose de fournir en uranium les États non dotés d'armes nucléaires sous réserve de l'application d'un protocole additionnel à leur accord de garanties avec l'AIEA, prie instamment la Conférence d'examen d'appliquer ces conditions à l'ensemble des États.

16. Elle appuie les mesures complétant le Traité telles que la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et l'Initiative de sécurité contre la prolifération. Les États parties ont le devoir de refuser toute coopération nucléaire avec un État auquel le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a demandé de remédier à ses violations des obligations en vertu du système de garanties. La diffusion graduelle des technologies sensibles à la prolifération et la réduction des obstacles techniques et économiques à l'acquisition des ces technologies présentent deux risques. Premièrement, il se pourrait que les États se libèrent de leurs obligations au titre du Traité et mettent au point des armes nucléaires et, deuxièmement, que les technologies sensibles soient transférées illicitement vers d'autres États ou entités infranationales. Le risque de prolifération d'uranium enrichi a particulièrement augmenté depuis que les États ont la possibilité d'acquérir plus facilement la technique de base de centrifugation et de construire des installations de production d'uranium de qualité militaire. Plus nombreux sont les États possédant des installations d'enrichissement

et de retraitement, plus grand est le risque de prolifération.

17. Les droits d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire conférés par l'article IV du Traité ne sont pas inconditionnels puisqu'ils sont subordonnés aux dispositions des articles I, II et III. De plus, l'article IV fait référence à la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire plus qu'à des technologies spécifiques telles que l'enrichissement et le traitement. Bien que l'Australie juge qu'un long débat sur l'interprétation juridique de l'article IV puisse être improductif, elle demande instamment à la communauté internationale de considérer les conséquences d'un monde dans lequel des douzaines d'États possèdent déjà le cycle du combustible nucléaire et, par conséquent, la capacité d'entreprendre la production d'armes nucléaires s'ils estiment que leurs intérêts immédiats le justifient. De toute évidence, la diffusion effrénée d'une technologie sensible du cycle du combustible serait incompatible avec les objectifs du Traité.

18. Par conséquent, d'autres solutions à l'acquisition généralisée de capacités nationales d'enrichissement et de retraitement ont été prises en considération. L'Australie a pris note du rapport du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire (NPT/CONF.2005/18) et estime que la Conférence d'examen devrait réaffirmer la nécessité d'une étude approfondie sur les moyens réalisables de limiter la diffusion de la technologie nucléaire sensible d'une manière compatible avec les droits et obligations de l'article IV. Considérant l'intérêt des groupes terroristes à acquérir des armes de destruction massive, la protection physique des matières et des installations nucléaires est hautement prioritaire. L'Australie demande à tous les États d'adhérer à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et espère que les travaux en vue de renforcer la Convention se poursuivront.

19. **M. Bendjaballah** (Algérie) dit que sa délégation fait sienne la déclaration que le représentant de la Malaisie a prononcée au nom du Groupe des non-alignés. Le Traité est la pierre angulaire du désarmement mondial et du régime de non-prolifération, mais il ne pourra atteindre ses buts que par une application équilibrée de toutes ses dispositions, qu'elles s'appliquent au désarmement, à la non-prolifération, aux régimes d'inspections ou aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'article IV garantit le droit de toutes les parties au Traité de développer la recherche, la

production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Toute limitation au commerce de matières, de matériel ou de technologies nucléaires qui enfreint ce droit porte atteinte à la crédibilité et à l'universalité du Traité. L'Algérie est partie à tous les instruments internationaux sur le désarmement et la non-prolifération et se prépare à signer un protocole additionnel à son accord de garanties. L'Algérie continuera de collaborer étroitement et résolument avec l'AIEA, dont l'appui financier suffisant devrait lui permettre de mener à bien ses activités, y compris celles se rapportant à la coopération technique. La sixième Conférence d'examen a conclu que le renforcement des régimes de garanties de l'AIEA ne devait pas se faire au détriment des ressources financières destinées à la coopération technique. La Conférence d'examen en cours devrait réaffirmer non seulement les objectifs du désarmement et de la non-prolifération mais également le droit des États parties aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

20. **M. Sersale di Cerisano** (Argentine) souligne la grande importance que l'Argentine attache au droit inaliénable des États parties à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination. Ce droit ne peut être modifié ou limité qu'aux termes d'un accord entre les parties. Toute tentative visant à redéfinir l'équilibre délicat des droits et obligations du Traité, à contester son utilité ou sa pertinence ou même à remettre en cause le droit des États au développement technologique risque de porter atteinte au système qu'il a établi. Forte de sa longue expérience en matière d'importation et d'exportation de matières et de technologies nucléaires, l'Argentine appuie les efforts visant à garantir les transferts de ces matières et ces technologies se rapportant à des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en vue d'un développement durable.

21. Compte tenu de ses responsabilités spéciales en matière de promotion de la coopération technique et de surveillance des garanties et de la sûreté nucléaire, l'AIEA doit disposer de ressources financières et humaines lui permettant de maintenir un équilibre entre ses fonctions de promotion et de réglementation. L'Argentine a joué un rôle actif dans les programmes de formation de l'AIEA et a envoyé des experts dans des pays dont les besoins et la situation sont semblables aux siens.

22. La crise de la prolifération des dernières années a abouti à des mesures visant à réexaminer la portée de

l'article IV du Traité, notamment en limitant l'accès au cycle du combustible nucléaire, et, par conséquent, à modifier l'essence de cet article et le concept du droit inaliénable à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'Argentine est d'avis qu'une suspension immédiate de la coopération nucléaire dans les cas où une violation du régime de non-prolifération est prouvée serait la façon la plus appropriée de venir à bout du risque que pose le détournement de ces technologies à des fins militaires. La transparence et l'acceptation des normes internationalement reconnues de sûreté nucléaire et de protection physique doivent être les principes cardinaux de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Sa délégation prie instamment tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de ratifier et de mettre en œuvre sans délai toutes les conventions internationales relatives à la sûreté nucléaire et à la manipulation des déchets nucléaires et à la radioprotection. Elle espère qu'on procédera rapidement à la modification de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

23. Pays doté d'une expérience nucléaire considérable et d'un long littoral, l'Argentine souhaiterait que la communauté internationale, et l'AIEA en particulier, consolide sous tous ses aspects un système efficace de surveillance du transport international de matières radioactives. Elle appuie le processus d'examen de l'Organisation maritime internationale de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, de façon à ce que la Convention puisse faire face de manière plus efficace aux menaces contemporaines du terrorisme international et de la prolifération des armes de destructions massives. De plus, en tant que membre actif de tous les régimes majeurs de contrôle des exportations, l'Argentine est d'avis que les contrôles des matières nucléaires devraient être appliqués de manière responsable plutôt que de restreindre un accès légitime à l'énergie nucléaire. La résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité a apporté une contribution importante à la cause de la non-prolifération en universalisant les contrôles des exportations et en encourageant un climat de confiance et de transparence dans les activités des États parties qui dépendent des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire pour soutenir le progrès et le bien-être social. L'Argentine est foncièrement attachée à une approche équilibrée des travaux du Comité et à une protection pleine et entière des obligations de l'article IV du Traité.

24. L'Argentine a présenté un document de travail sur des accords multilatéraux relatifs au cycle du combustible nucléaire (NPT/CONF.2005/WP.33) qui considère de nouvelles voies pour faire face aux événements regrettables survenus récemment. Aucune technologie donnée ne doit être considérée comme étant intrinsèquement mauvaise. L'usage qui en est fait est seul susceptible de revêtir éventuellement un caractère nocif. Tous les pays ont le droit de tirer parti des possibilités qu'offre l'énergie nucléaire, à condition qu'ils adhèrent aux règles générales de la non-prolifération et garantissent la paix et la sécurité internationales. Pour l'Argentine, la meilleure manière d'aborder la question est de renforcer l'application du régime existant de non-prolifération décrit au paragraphe 18 de la section III du document.

25. **M. Shin Kak-soo** (République de Corée) déclare que la République de Corée, qui tire plus de 40 % de son approvisionnement en électricité de sources nucléaires et dont l'industrie nucléaire civile se classe au sixième rang mondial, considère le droit inaliénable à ces installations comme un élément vital à son développement économique durable. Toutefois, elle est aussi fermement convaincue que les droits conférés par l'article IV du Traité doivent être exercés en conformité avec les obligations de non-prolifération et de garanties des articles II et III.

26. Considérant qu'il peut être difficile de distinguer entre les applications pacifiques des matières et des technologies nucléaires et leurs applications militaires, certains militent en faveur de restreindre les technologies du cycle du combustible à un nombre limité d'États dont les installations de retraitement et d'enrichissement pourraient éventuellement être placées sous contrôle international. La République de Corée comprend cette logique, mais elle souligne que cela ne devrait pas entraver le droit légitime aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire des États qui se conforment à leurs obligations en vertu du Traité et qui sont fondés, compte tenu d'une sécurité énergétique et d'une faisabilité économique, à posséder des technologies et des installations du cycle du combustible. Des mesures incitatives devraient être offertes aux États disposés à renoncer à des installations sensibles du cycle du combustible, notamment des garanties d'approvisionnement en combustible à un prix raisonnable. Le rapport du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire

(NPT/CONF.2005/18) sert de base aux discussions sur ces questions.

27. Les droits des États parties au titre de l'article IV et leurs obligations au titre des articles II et III du Traité sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Afin de faire respecter les principes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de maintenir le régime de non-prolifération, il faut instaurer et soutenir la confiance des États parties à l'égard des obligations du Traité. Dans ce contexte, l'adhésion universelle aux accords de garanties généralisées de l'AIEA et à leurs protocoles additionnels est d'une importance fondamentale, de même que des contrôles des exportations rigoureux et efficaces de produits et de technologies sensibles aux niveaux national, régional et international. Le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Comité Zangger, le Partenariat mondial du Groupe des Huit (G-8) contre la prolifération des armes de destruction massive et les accords mis en place par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1540 (2004) jouent un rôle central dans le renforcement des contrôles des exportations.

28. Il importe de prêter attention à la préoccupation du public à l'égard de la sûreté et de la sécurité de l'électronucléaire afin de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Des progrès ont été accomplis au point de vue de la coopération internationale en matière de développement du cycle du combustible et de réacteurs non proliférants et de la reconnaissance d'autres sources d'énergie potentielles, telles que des piles à hydrogène et la fusion nucléaire. La coopération technique internationale en faveur du monde en développement joue un rôle important, sous la direction de l'AIEA, qui doit fournir les ressources suffisantes à cette fin.

29. **M. Freeman** (Royaume-Uni) dit que sa délégation s'associe à la déclaration que le représentant du Luxembourg a prononcée au nom de l'Union européenne. Bien que l'article IV du Traité donne aux États parties un droit inaliénable d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce droit n'est ni absolu ni inconditionnel puisqu'il dépend du respect des articles I et II et des prescriptions relatives aux garanties de l'article III. Un État qui manque à ses obligations perd toute la confiance qu'avait inspirée la nature exclusivement pacifique de ses ambitions nucléaires. Jusqu'à ce que cette confiance soit restaurée, il ne pourra espérer que des fournisseurs lui donnent accès à des techno-

logies sensibles à la prolifération, ni ne pourra invoquer les droits de l'article IV de manière crédible.

30. Le droit établi par l'article IV ne doit pas être considéré comme s'étendant à toutes les formes de technologies nucléaires. Les revendications d'un droit à des technologies d'enrichissement et de retraitement doivent être mises en balance avec les objectifs fondamentaux de non-prolifération du Traité. Premièrement, si plusieurs États avaient la capacité de produire des matières fissiles, le monde serait moins sûr et la paix serait de plus en plus menacée. Deuxièmement, bien que les produits d'enrichissement et de retraitement soient liés à la production d'énergie nucléaire, dont les avantages civils sont directs, ces produits ne fournissent pas en soi de tels avantages. On pourrait amener les États souhaitant tirer avantage de l'énergie nucléaire à reconnaître que l'utilisation d'installations internationales est plus rationnelle que l'investissement dans des technologies coûteuses du cycle du combustible dont les applications sont limitées, en leur assurant un approvisionnement extérieur fiable et abordable en combustible nucléaire et des services extérieurs de combustible irradié. À cet égard, sa délégation se félicite du rapport du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire (NPT/CONF.2005/18).

31. Le Royaume-Uni reconnaît pleinement le rôle que joue le transfert de technologie dans la réalisation du développement durable en favorisant la prospérité mondiale et en répondant aux Objectifs de développement du millénaire. Il fonde son action sur le principe du droit des États parties à profiter des avantages d'une technologie nucléaire pacifique dans la mesure où les principes de non-prolifération du Traité sont respectés. Il appuie ce principe en jouant un rôle important dans la fourniture de services liés au cycle du combustible, notamment l'enrichissement, la production et le retraitement de combustible, et en participant aux projets internationaux de développement de méthodes et de réacteurs novateurs susceptibles de renforcer la sûreté, la durabilité et la résistance à la prolifération. Il est un ardent défenseur des programmes de coopération technique de l'AIEA et des efforts visant à renforcer les capacités scientifiques, technologiques et réglementaires des États parties. Il espère que l'AIEA continuera de se concentrer sur les nombreux problèmes de développement auxquels font face ses États membres, de contribuer aux stratégies de réduction de la pauvreté et de coordonner ses actions avec les autres donateurs au

moyen, par exemple, des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement.

32. Abordant les questions de sûreté et de sécurité nucléaires, il indique que la fuite, survenue récemment et largement rapportée, à l'usine de retraitement Thorp à Sellafield au Royaume-Uni n'est pas sortie des limites de l'usine et aucun rejet dangereux pour l'environnement ou les travailleurs n'a été détecté. L'usine est en état de sûreté passive et l'entreprise qui l'opère a mis en place un centre de surveillance chargé d'intervenir en cas d'incident, à la satisfaction de l'autorité de réglementation. Le Royaume-Uni possède un régime réglementaire souple orienté vers les buts qui exige et assure des normes élevées. Il a récemment présenté ses normes et ses pratiques de sûreté pour examen par des confrères à la troisième réunion des Parties chargée d'examiner la Convention sur la sûreté nucléaire. Afin de contribuer à empêcher les terroristes d'acquérir des matières radioactives, davantage d'États devraient adhérer à cette Convention, au Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. En tant qu'État partie transportant des matières nucléaires, le Royaume-Uni a imposé des conditions rigoureuses en matière de sûreté et de sécurité qu'une mission de l'AIEA, en 2003, a jugées satisfaisantes. Les conditions devront néanmoins faire l'objet d'un examen constant, aussi bien au niveau national que par l'AIEA.

33. **M. Dolgov** (Fédération de Russie) n'entrevoit aucune alternative à court terme à l'énergie nucléaire. Les États parties devraient donc avoir un large accès, à travers la coopération internationale, aux avantages des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le nombre d'États profitant des droits établis en vertu de l'article IV du Traité augmentera sans aucun doute et, bien que plusieurs d'entre eux voudront, avec raison, profiter de leur expérience accumulée dans le domaine en question, des conditions doivent être mises en place pour prévenir la prolifération des technologies ou des matières nucléaires sensibles qui pourraient être utilisées dans la production d'armes nucléaires.

34. Seuls des raisons économiques et des circonstances et besoins nationaux peuvent justifier la possession d'une technologie nucléaire. Les réseaux existants d'approvisionnement et de services nucléaires devraient satisfaire amplement les besoins de l'humanité dans les domaines de l'énergie, de la science, de la recherche, de l'industrie et de l'agriculture. Le marché

pour ce type d'approvisionnements et de services est rigoureusement objectif et aucune justification économique ou politique ne peut le perturber. La Fédération de Russie partage l'avis du Directeur général de l'AIEA au sujet de la nécessité d'un système d'approvisionnement garanti en combustible nucléaire et de l'accessibilité aux technologies nécessaires des centres régionaux soumis à un contrôle multinational. Le rôle et l'autorité de l'AIEA dans cette coopération doivent être renforcés, par souci de préserver un équilibre entre les avantages de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et les principes de non-prolifération.

35. Pour marquer le cinquantième anniversaire de la mise en service du premier réacteur mondial de puissance nucléaire, à Obninsk, la Fédération de Russie et l'AIEA ont organisé une conférence commune en juin 2004. En examinant la situation, il apparaît que dorénavant le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire exigeront que les nombreux nouveaux problèmes et enjeux soient abordés d'une manière globale plutôt que fragmentée. En réponse à cette exigence, l'AIEA a créé le Projet INPRO (International Project on Innovative Nuclear Reactors and Fuel Cycles). De plus, la coopération internationale dans le domaine nucléaire apparaît tout à fait cohérente du point de vue de l'économie, de l'environnement, de la sécurité et de la non-prolifération.

36. La Fédération de Russie espère que la prochaine conférence qui se tiendra à Moscou appuiera les travaux du Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire afin de garantir les approvisionnements en combustible pour les réacteurs nucléaires et la recherche, le stockage sûr et le retraitement du combustible usé, ainsi que la réglementation des activités d'enrichissement et de retraitement. Certes, les approvisionnements en combustible nucléaire ne pourront jamais être vraiment garantis, mais certaines assurances appropriées pourraient être examinées avec la participation de l'AIEA. La Fédération de Russie appuie activement les activités de coopération technique de l'AIEA en s'intéressant essentiellement à la technologie nucléaire appliquée dans les domaines d'intérêt économique d'importance pour les États membres de l'organisation.

37. La Fédération de Russie préconise des mesures pour réglementer le transport de matières nucléaires, mais elle recommande de se garder de dresser des obstacles injustifiés qui pourraient aller à l'encontre du droit international. La structure unique du Traité devrait ser-

vir encore pendant des décennies à venir, tout en s'adaptant organiquement à la discussion sur des questions fondamentales liées aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. La Fédération de Russie collaborera avec les États parties à l'examen de ces questions.

38. **M^{me} Göstl** (Autriche) dit que sa délégation s'associe pleinement à la déclaration que le représentant du Luxembourg a prononcée au nom de l'Union européenne ainsi qu'avec la teneur des trois documents de travail présentés par l'Autriche et neuf autres États parties. L'Autriche souscrit sans réserve aux conclusions des conférences d'examen de 1995 et 2000 et reconnaît que le TNP constitue un document soigneusement élaboré dont l'équilibre doit être maintenu. L'engagement des États non dotés d'armes nucléaires de n'acquérir aucune capacité nucléaire et de soumettre leurs activités nucléaires à la vérification de l'AIEA est contrebalancé par un engagement d'égale importance de promouvoir la coopération en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, le TNP fournissant un cadre de confiance pour les échanges de technologies. L'adhésion stricte aux accords de garanties généralisées de l'AIEA et à leurs protocoles additionnels est une condition indispensable à la création d'un environnement de sécurité internationale stable, ouvert et transparent pour de tels échanges. Grâce à son programme de coopération technique, l'AIEA joue un rôle majeur en aidant les pays en développement à renforcer leurs capacités technologiques, scientifiques et réglementaires. Les ressources nécessaires à ces activités doivent être assurées, prévisibles et suffisantes pour répondre aux objectifs du paragraphe 2 de l'article IV du Traité.

39. Les contrôles des exportations, dont il est clairement question dans le débat sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, comportent une responsabilité souveraine dès lors qu'ils constituent non seulement un droit, mais également une obligation découlant du paragraphe 2 de l'article III du Traité. Ils ne vont pas à l'encontre du principe de l'accès aux technologies nucléaires à des fins pacifiques. Toutefois, des critères clairs et transparents doivent être établis et maintenus si l'on veut que les contrôles des exportations soient acceptés. Les pays en développement ont tendance à reprocher aux pays industrialisés leur hésitation à fournir une assistance technique en raison de leurs politiques trop sévères et imprévisibles en matière d'exportations. Bien que ces reproches ne soient pas justifiés, ils devraient néanmoins être pris au sé-

rieux. Les contrôles des exportations doivent s'effectuer dans une atmosphère de coopération et de dialogue. Beaucoup a été accompli à cet égard, notamment par le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Comité Zangger, qui ont permis aux fournisseurs et aux clients d'expliquer leurs positions.

40. L'Autriche a travaillé avec l'AIEA au renforcement de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, dont la portée devrait être élargie pour inclure des conditions contraignantes applicables à l'utilisation, à l'entreposage et au transport sur le territoire national de ces matières. La protection physique se rapporte à l'article IV du Traité puisque tous les bénéficiaires de technologies nucléaires doivent maintenir des normes de protection physique appropriées comme condition préalable à la coopération technique. La Convention doit servir de guide aux États parties dans la mise en place d'accords nationaux de protection physique. Enfin, la délégation de l'Autriche attache la plus haute importance à la protection physique de l'uranium fortement enrichi et du plutonium et estime que les utilisations civiles d'uranium fortement enrichi devraient être réduites au minimum.

41. **M^{me} Laose** (Nigéria) estime qu'il revient à l'AIEA, en tant qu'organe responsable du suivi de la mise en œuvre des articles I, II et III du Traité, s'agissant des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, de se charger de canaliser les avantages des technologies nucléaires vers les pays en développement. Il conviendrait que la Conférence d'examen réaffirme sa confiance dans les travaux de l'AIEA et s'emploie à améliorer l'efficacité de l'Agence en lui fournissant les ressources humaines et financières adéquates. Un équilibre doit être maintenu entre les principales fonctions de l'Agence en matière de sécurité, de vérification et de coopération technique.

42. La fourniture d'une assistance technique aux pays en développement ne doit pas être considérée comme une tâche humanitaire, mais comme l'exécution des obligations assumées aux termes du Traité qui, depuis 36 ans, contribue au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les pays en développement ont rempli leurs obligations en contribuant de plus en plus nombreux à la mise en œuvre du Traité, renforçant par là son prestige et son importance au niveau international. Les États dotés d'armes nucléaires et d'autres États développés doivent clairement faire leur part en n'imposant aucun critère unilatéral visant à priver les autres de leurs droits aux termes du Traité. La coopéra-

tion technique ne doit pas servir à des fins politiques ni faire obstacle aux priorités et intérêts légitimes nationaux dans l'application pacifique des technologies nucléaires. Par ailleurs, l'éligibilité à l'assistance technique ne doit pas être conditionnelle à la conclusion des protocoles additionnels aux accords de garanties, de sorte que les États qui ont mis leurs activités nucléaires sous la surveillance de l'AIEA en concluant un accord de garanties ne soient pas injustement pénalisés du seul fait qu'ils n'ont pas encore signé ou ratifié un protocole additionnel. Le Nigéria souhaite continuer à recevoir une assistance technique de l'AIEA et avoir accès au matériel et aux techniques nucléaires proportionné à son niveau de développement. La technologie nucléaire optimiserait la production d'électricité, l'industrie pétrolière, les soins de santé, l'agriculture et la production alimentaire et les ressources en eau. Elle contribuerait notamment à répondre à la croissance en flèche de la demande en électricité, dont il est prévu qu'elle atteindra d'ici à 2010 ou 2015 cinq fois le niveau actuel. En plus du Nigéria, l'Afrique en général profiterait de la technologie nucléaire appliquée au contrôle et à l'éradication des maladies transmises par les insectes et les parasites. Il convient de se rappeler que la malaria a causé plus de morts sur le continent que le VIH/sida.

43. **M. Mekdad** (République arabe syrienne) dit que sa délégation fait siennes la déclaration que le représentant de la Malaisie a prononcée au nom du Groupe des non-alignés et la déclaration que le représentant du Qatar fera au nom des États arabes parties au Traité. L'article IV du TNP affirme très clairement le droit inaliénable de toutes les parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. La Syrie partage la préoccupation des autres États au sujet des conditions discriminatoires auxquelles est assujéti ce droit, notamment en ce qui a trait aux États en développement non dotés d'armes nucléaires. Certaines parties, en particulier, après avoir obtenu la prorogation du Traité qu'elles avaient demandée en 1995, ont fait valoir des prétextes politiques pour faire obstacle au transfert de technologies nucléaires vers les pays en développement à des fins pacifiques, tout en poursuivant leur approvisionnement en technologie nucléaire vers Israël, pays qui refuse pourtant d'adhérer au Traité. Selon M. Mekdad, les capacités militaires nucléaires d'Israël font peser une menace sur sa région et sur le monde entier, et les radiations qui s'échappent des installations nucléaires israéliennes constituent un danger pour

l'environnement des États voisins. La communauté internationale devrait faire pression le plus possible sur Israël pour qu'il soumette ses installations nucléaires au régime d'inspection de l'AIEA, comme le prévoit le paragraphe 5 de la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. La Conférence devrait réaffirmer le rôle capital et impartial que joue l'AIEA dans la mise en œuvre du TNP. Une application équitable du TNP affranchie du double poids des mesures est une condition indispensable à l'universalisation du Traité et à l'édification d'un avenir exempt d'armes nucléaires.

44. **M^{me} Fraser** (Bahamas), prenant la parole au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), signale que les membres de la CARICOM sont préoccupés par les mouvements transfrontières de matières radioactives. C'est pourquoi ils se sont félicités de l'adhésion de la Conférence d'examen de 2000 au règlement de l'AIEA sur le transport de ces matières. Ils demeurent néanmoins préoccupés par le fait que les déchets nucléaires expédiés par la mer des Caraïbes risquent de compromettre la durabilité environnementale et économique des petits États insulaires en développement de la région. Il incombe à la communauté internationale de protéger l'environnement marin des États côtiers contre les risques inhérents au transport de déchets nucléaires et, à cet égard, la CARICOM accueille avec satisfaction le Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs. La CARICOM appuie le droit des États, au titre de l'article IV du Traité, d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, mais elle est aussi d'avis que ce droit ne doit pas être exercé d'une manière qui compromettrait le développement durable d'autres États.

45. Les États membres de la CARICOM ont demandé aux États qui pourraient éventuellement être affectés par les envois de matières radioactives de leur fournir des informations et des assurances, ainsi qu'un cadre réglementaire général pour encourager la responsabilité des États sous forme de divulgation, de consentement préalable donné en connaissance de cause, d'engagement et d'indemnités en cas d'accidents. Ayant présentes à l'esprit les conséquences catastrophiques qu'entraînerait un accident sur leurs économies vulnérables, les membres de la CARICOM ont rédigé une proposition pour examen par le Comité (NPT/CONF.2005/MC.III/CRP.1), aux termes de laquelle les États reconnaîtraient les dangers que pose aux États côtiers le transport de combustible nucléaire

irradié, de plutonium et de déchets nucléaires hautement radioactifs. La CARICOM espère que la proposition figurera dans le rapport du Comité.

46. **M. Adnan** (Malaisie) rappelle que le Principe 19 des Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptés par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 reflète la volonté des États parties de veiller à ce que l'AIEA dispose des ressources humaines et financières nécessaires à l'exécution de ses obligations en matière de coopération technique, de garanties et de sûreté nucléaire. Le Fonds de coopération technique de l'Agence est un élément essentiel de la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans le transfert de technologie. Toutefois, un financement imprévisible pourrait compromettre cette coopération, l'un des trois piliers du Traité, et entraver la mise en œuvre de projets prévus pour répondre aux besoins réels des pays en développement.

47. La coopération technique aux niveaux multilatéral, bilatéral et régional constitue une mesure importante d'instauration de la confiance qui encourage la transparence dans les programmes nucléaires nationaux et sert à décourager l'utilisation abusive de la technologie nucléaire et le détournement des matières nucléaires à des applications non pacifiques. Un certain nombre d'États membres de l'AIEA ont fait des contributions extrabudgétaires pour compléter leurs quotes-parts aux Fonds de coopération technique, mais le niveau de contributions volontaires semble être en baisse étant donné l'augmentation du coût lié au renforcement des garanties. La Malaisie demande instamment à tous les États parties qui sont membres de l'AIEA d'appuyer le Fonds de coopération technique.

48. Des accords multilatéraux sur la prévention de la prolifération de la technologie nucléaire du cycle du combustible ne devraient pas porter atteinte aux droits conférés par l'article IV du Traité, par exemple, en imposant une suspension obligatoire permanente de ces droits comme une condition préalable à la participation de tout État partie à ces accords multilatéraux. Toutefois, une renonciation temporaire et volontaire aux droits de l'article IV, effective uniquement pour la durée de l'accord multilatéral et sujette à la fourniture continue des services et des matières liés au cycle du combustible, venant s'ajouter à cela une garantie d'indemnité en cas d'interruption de cette fourniture pour quelque raison que ce soit autre qu'une violation des obligations de non-prolifération, pourrait contri-

buer à l'objectif plus large de renforcement du régime de non-prolifération. De même, il est raisonnable de demander aux États souhaitant participer à un quelconque accord multilatéral relatif au cycle du combustible de conclure et d'appliquer intégralement un protocole additionnel à leur accord de garanties de l'AIEA.

49. Pour assurer le succès des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, les régimes de contrôle des exportations nucléaires établis indépendamment du cadre du Traité doivent être dépolitisés et harmonisés avec les dispositions fondamentales du Traité. Par conséquent, les exportations nucléaires ne devraient être refusées que si l'État importateur viole ses engagements en matière de non-prolifération et que la violation est confirmée par l'AIEA. Les États en développement non dotés d'armes nucléaires qui honorent leurs engagements au titre des articles I et II du Traité devraient se voir accorder un traitement préférentiel en ce qui concerne le transfert de technologie à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire comme une mesure importante de restauration de la confiance envers le Traité.

50. Enfin, la Malaisie est d'avis que tous les programmes nucléaires devraient servir à des fins pacifiques, mais elle reconnaît le droit souverain des États de se retirer du Traité, ainsi qu'il est prévu dans l'article X. Le retrait des conventions internationales et des traités doit être régi par le droit conventionnel international.

51. **M. Halter** (Suisse) signale que la Suisse, qui produit plus de 40 % de son électricité à l'aide de la technologie nucléaire, croit fermement aux droits inaliénables énoncés à l'article IV du Traité et aux obligations définies aux articles I, II et III. À toute coopération nucléaire avec un État donné doit s'ajouter des assurances que le programme nucléaire de ce dernier est pacifique. Tous les États parties devraient adhérer à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs et au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, lesquels se révèlent être un bon moyen de fournir de telles assurances.

52. Les progrès en matière de législation devraient s'accompagner de progrès dans le domaine technique. Par conséquent, la Suisse se félicite des travaux en cours portant sur les réacteurs nucléaires de la qua-

trième génération, ce qui devrait permettre de rendre les programmes nucléaires civils plus sûrs et plus efficaces. Certaines activités sensibles du cycle du combustible nucléaire, telles que l'enrichissement et le retraitement, devraient être examinées de près. D'autres initiatives concernant ces activités doivent tenir compte du besoin de s'assurer que l'énergie nucléaire est utilisée exclusivement à des fins pacifiques et est conforme aux obligations de non-prolifération. Le but serait de déterminer les restrictions devant être imposées à l'accès au cycle du combustible nucléaire, une approche compatible avec l'article IV, qui assure « un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques ». La Suisse félicite le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Directeur général de l'AIEA d'avoir cherché à savoir s'il serait possible de convertir des installations nationales d'enrichissement et de retraitement en installations multinationales, comme l'avait recommandé le Groupe d'experts sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire dans son rapport (NPT/CONF.2005/18).

53. Toutefois, la Suisse ne pourrait appuyer des mesures qui iraient à l'encontre du droit inaliénable des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire énoncé à l'article IV du Traité et, par conséquent, ne pourrait appuyer l'idée d'une interdiction complète des exportations de technologies sensibles d'enrichissement et de retraitement aux États parties qui n'en possèdent pas encore. Une telle politique constituerait une discrimination injustifiée et supplémentaire à l'égard des États non dotés d'armes nucléaires parce qu'elle ne fait pas de distinction entre les États qui offrent les meilleures garanties contre la prolifération et les États dont les programmes nucléaires ne sont pas transparents selon l'AIEA.

54. La Conférence d'examen devrait tenter d'équilibrer les règlements visant à prévenir les abus et le danger d'une discrimination injustifiée supplémentaire en établissant clairement que l'accès d'un État à la technologie nucléaire sensible devrait être conditionnel à son adhésion au Traité et au respect de ses dispositions, en particulier le lien entre les droits de l'article IV et les responsabilités des articles I, II et III. Il est tout aussi logique d'apparier l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la non-prolifération que le désarmement et la non-prolifération. L'exemple de la République démocratique populaire de Corée révèle clairement que les instruments disponibles n'offrent

plus à la communauté internationale les assurances adéquates d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans le cas où un État partie déciderait de se retirer du Traité. La Suisse estime que, pour prévenir les abus, il faut établir clairement les arrangements permettant à un État de se retirer, tels que décrits à l'article X. À cet égard, la Conférence d'examen devrait adopter des recommandations sur la base des documents de travail pertinents.

55. **M. Kára** (République tchèque) dit que sa délégation s'associe à la déclaration que le représentant du Luxembourg a prononcée au nom de l'Union européenne. Tout en considérant que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire constitue l'un des piliers du Traité et un moteur potentiel du développement durable, la République tchèque est aussi d'avis que les activités nucléaires visées à l'article IV doivent être entreprises en totale conformité avec les obligations établies ailleurs dans le Traité. Ces activités doivent être soumises à trois conditions. Premièrement, il faut un système fort de garanties internationales afin d'instaurer la confiance et renforcer la coopération. Deuxièmement, des mesures en vue de la protection physique des matières nucléaires doivent être strictement appliquées. Troisièmement, une législation et des règlements appropriés doivent être introduits pour établir des contrôles nationaux efficaces sur les exportations, le transit, le transbordement et la réexportation de produits entrant dans la composition des armes nucléaires. Les États bénéficiaires doivent confirmer qu'ils utiliseront l'énergie nucléaire en sûreté en signant, ratifiant et mettant en œuvre les accords internationaux sur la sécurité nucléaire et en fournissant les assurances concernant les retransferts.

56. Des accords de garanties généralisées, complétés par des protocoles additionnels, devraient être une condition préalable à de nouveaux approvisionnements vers des États non dotés d'armes nucléaires. Comme la mise en œuvre universelle des protocoles additionnels doit donner à l'AIEA les assurances crédibles de l'absence d'activités nucléaires non déclarées, les États parties devraient signer et mettre en œuvre ces protocoles aussi rapidement que possible. La République tchèque a une longue tradition de coopération avec l'AIEA en matière d'application des garanties et apporte une aide financière à la coopération depuis les années 1990, rendant ainsi à l'Agence l'appui qu'elle avait reçu auparavant. De nombreux éléments du matériel faisant l'objet des garanties de l'AIEA ont été mis à l'essai et

étalonnés à des installations de la République tchèque, qui collabore avec l'AIEA à redéfinir et à améliorer l'efficacité et la productivité de son système de garanties.

57. La République tchèque accueille avec satisfaction l'Initiative mondiale de réduction de la menace, l'Initiative de sécurité contre la prolifération et la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Elle a conclu un accord avec l'AIEA en vue du rapatriement de l'uranium fortement enrichi des réacteurs de recherche tchèques vers son fournisseur original. Ce processus a commencé en 2004 et devrait se poursuivre jusqu'à ce que tous les assemblages de combustible fortement enrichi aient été remplacés par des assemblages de combustible dont les niveaux d'enrichissement sont inférieurs à 20 %. Au vu de la menace grave que pose à la communauté internationale le risque croissant de détournement de matières nucléaires vulnérables et d'autres sources radioactives, de nouvelles initiatives de défense contre le terrorisme nucléaire devraient être examinées et l'AIEA pourrait y jouer un rôle central. Les dispositions de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires ne devraient pas s'appliquer uniquement aux transferts internationaux mais également à l'utilisation, à l'entreposage et au transport de matières nucléaires sur le territoire national.

58. **M. Muñoz** (Chili) affirme que le Chili protégera son droit inaliénable de jouir des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, mais respectera toutes ses obligations au titre des articles I, II et III du Traité. Le Chili a signé un protocole additionnel à son accord de garanties avec l'AIEA et prie instamment tous les États parties de faire de même. Reconnaissant qu'il n'existe pas de politique du risque zéro dans l'industrie nucléaire, il appuie donc toutes les initiatives de l'AIEA, de l'OMI et de toutes les organisations visant à faire progresser le règlement multilatéral sur le transport maritime du combustible nucléaire usé et des déchets radioactifs. On ne doit pas oublier les conséquences désastreuses que pourrait avoir un accident sur la population, l'environnement et l'économie des États côtiers tributaires de l'industrie de la pêche. Si un accident survenait, l'opinion publique, en cette ère de l'information, serait influencée davantage par des perceptions de sûreté alimentaire que par une évaluation scientifique des répercussions, et l'influence sur les habitudes de consommation se ferait vite sentir. Pour ces raisons, le Chili continuera de collaborer étroite-

ment avec les États concernés par le transport de matières nucléaires afin d'échanger toutes les informations relatives aux envois et de veiller à ce que des plans d'urgence soient mis en place en cas d'accident, que la responsabilité de la récupération des matières échappées à la suite d'un accident soit déterminée et qu'une réparation intégrale des dommages personnels, écologiques et économiques, y compris la perte de revenu, causés par un accident soit versée.

59. **M. Moldogaziev** (Kirghizistan) fait observer qu'avant la dissolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les territoires de l'Asie centrale et d'autres anciennes républiques soviétiques avaient eu recours à des programmes nucléaires soviétiques. Le site d'essai principal étant situé à l'époque en Asie centrale, le Kirghizistan et d'autres États d'Asie centrale ont été d'importants fournisseurs de minéraux bruts pour ces programmes. Des mines d'extraction et de traitement d'uranium ont aussi été établies dans la région. Cependant, une fois les programmes terminés, leurs répercussions sur l'environnement et la population ont été sérieusement sous-estimées. Les zones contaminées par des dépôts de déchets et des terrils contenant des résidus d'uranium représentent un énorme danger transfrontière pour les États concernés. La menace est aggravée par des phénomènes naturels nuisibles. Par exemple, après avoir déterminé des dépôts de déchets, on n'a pas suffisamment tenu compte de la nécessité de les protéger à long terme contre des événements tels que des inondations saisonnières ou autres.

60. Les efforts des États d'Asie centrale pour faire face aux dommages que les essais nucléaires et l'exploitation minière de l'uranium ont causés à l'environnement comprennent un suivi et des programmes nationaux et multinationaux visant à remettre en état et à reboiser les terres contaminées dans l'environnement immédiat des villes et des villages. Bien que des organisations internationales et d'autres donateurs aient appuyé ces efforts, les ressources nécessaires pour s'attaquer à une situation aussi critique sont insuffisantes. Le Kirghizistan, prenant aussi la parole au nom du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, propose donc que la Grande Commission III examine un document de travail sur les conséquences environnementales de l'exploitation minière de l'uranium (NPT/CONF.2005/MC.III/WP.3). Les États au nom desquels il prend la parole demandent à toutes les or-

ganisations internationales expérimentées dans l'évaluation et la remise en état des terres affectées par des déchets radioactifs d'apporter leur concours à la conduite d'une évaluation radiologique et à la mise en place de mesures correctives.

61. Il rappelle que sa délégation, dans sa déclaration lors du précédent débat général, avait souligné la nécessité de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir le risque de l'acquisition éventuelle par des terroristes de matériel fissile, en particulier d'uranium fortement enrichi, pouvant servir à fabriquer des dispositifs nucléaires rudimentaires. Il réitère la nécessité pour la Conférence d'examen d'analyser les moyens d'améliorer la sécurité des stocks nucléaires existants, de les consolider, de réduire leur taille et de progresser sur la voie de l'élimination de l'uranium fortement enrichi dans le secteur nucléaire civil. À cet égard, il se félicite des documents de travail présentés par la Norvège en son nom et par l'Islande, la Lituanie et la Suède sur la lutte contre le risque de terrorisme nucléaire en réduisant les utilisations civiles de l'uranium fortement enrichi.

62. **M^{me} DeSutter** (États-Unis d'Amérique) soutient que l'objectif d'une adhésion universelle au Traité sera plus difficile à atteindre si un État partie devait annoncer son intention de se retirer, comme l'a fait la République démocratique populaire de Corée en janvier 2003. Sa délégation craint qu'une annonce d'intention de se retirer du Traité ne soit la réaction d'un État pris en violation flagrante du Traité ou un prélude à l'acquisition ouverte d'armes nucléaires suite au retrait. Les déclarations prononcées par la République démocratique populaire de Corée en janvier 2003 ont révélé qu'il s'agissait justement de cette situation. La Conférence d'examen de 2005, la première depuis le retrait de la République démocratique populaire de Corée, devrait donc examiner à fond l'article X du Traité.

63. Les États parties au Traité jouissent d'avantages dont ne bénéficient pas les États qui ont choisi de ne pas adhérer au Traité. Un État ayant bénéficié de ces avantages tout en violant ses obligations et s'étant par la suite retiré du Traité après avoir mené un programme nucléaire à des fins non pacifiques ne devrait en aucune façon être autorisé à tirer profit de sa duplicité. Si un État partie se retire du Traité avant de remédier à ses violations, il doit demeurer responsable de ces actes même après le retrait et en mesurer la portée. Les États parties en général, et les gouvernements dépositaires du Traité en particulier, doivent examiner diver-

ses méthodes pour dissuader tout État partie de se retirer et s'opposer à toute intention exprimée de retrait, notamment lorsque cette annonce fait suite à une violation des obligations de non-prolifération ou est faite en prévision de poursuivre un programme d'armes nucléaires.

64. Le Conseil de sécurité, ayant établi clairement que la prolifération d'armes nucléaires était une menace à la paix et à la sécurité internationales, il doit maintenant se réunir sans délai pour examiner les conséquences d'un retrait annoncé et, éventuellement, les mesures pouvant empêcher le retrait, et pour analyser et résoudre le cas de force majeure invoqué par l'État partie concerné. En cas de retrait, le Conseil de sécurité devrait considérer toute la gamme d'options qui lui sont offertes en vertu de la Charte et qui s'imposent dans les circonstances, surtout si l'État qui se retire du Traité a violé des obligations que non seulement il avait contractées de son plein gré, mais que d'autres parties avaient prises en compte en déterminant la manière dont ils allaient protéger leur propre sécurité. Le Conseil de sécurité pourrait demander à l'AIEA de lui fournir des renseignements détaillés sur les suites que doit donner un État qui se retire à ses obligations de garanties, sur ses capacités de traitement et d'enrichissement et sur toute possession d'uranium enrichi et de plutonium. Si les conditions du paragraphe 1 de l'article X sont remplies et que le retrait du Traité est complété, le Conseil de sécurité pourrait éventuellement considérer des mesures rigoureuses s'il estime que la situation après le retrait pose une menace à la paix et à la sécurité internationales. Indépendamment de toute action du Conseil de sécurité, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA devrait aborder la question des mesures de sécurité au sujet du matériel et des matières nucléaires suite au retrait d'un État, faire rapport rapidement au Conseil de sécurité sur toute préoccupation non réglée de mise en conformité relative aux garanties ou autres problèmes et examiner la question de savoir s'il existe des motifs justifiant l'AIEA de suspendre son assistance technique.

65. Les approvisionnements nucléaires aux États qui se sont retirés du Traité et poursuivent des activités nucléaires sans garanties ou tentent d'acquérir une capacité nucléaire devraient cesser. En réalité, le seul fait d'annoncer une intention de se retirer du Traité devrait constituer un motif suffisant pour cesser les approvisionnements. Par ailleurs, les États qui se retirent du Traité devraient se voir refuser toute utilisation des approvisionnements et des matières nucléaires importées en dépit du fait qu'ils soient encore parties au Traité, puisque leur capacité à acquérir ces approvi-

sionnements et ces matières découlait de leur engagement déclaré envers le Traité et de leur acceptation des garanties de l'AIEA.

66. Les États fournisseurs devraient enchâsser dans leurs accords bilatéraux sur les approvisionnements nucléaires le droit de demander le refus d'utiliser, d'éliminer ou de retourner au fournisseur original des approvisionnements et des matières nucléaires si l'État bénéficiaire s'est retiré du Traité. De son côté, le Groupe des fournisseurs nucléaires, qui envisage déjà de demander l'application à vie des garanties de l'AIEA sur les produits fournis, pourrait aussi incorporer un droit de retour dans ses directives relatives aux exportations. Le retour de ces produits pourrait aussi se faire suivant les instructions du Conseil de sécurité dans une résolution en vertu du Chapitre VII de la Charte si une telle intervention apparaissait nécessaire au vu de la menace à la paix et à la sécurité internationales. Les fournisseurs nucléaires pourraient aussi se réunir pour examiner une action commune ou unilatérale pour surveiller le respect des assurances bilatérales se rapportant aux matières et au matériel nucléaires fournis avant le retrait du Traité. De plus, l'idée de retirer les fournitures à un État qui n'a pas respecté ses obligations en matière de non-prolifération n'est pas nouvelle. En effet, celle-ci a été incorporée dans le paragraphe 2, de la section B de l'article XII et dans la section C de l'article XII du Statut de l'AIEA.

67. Les États parties possédant le matériel d'information nécessaire et les instruments d'interdiction pourraient concentrer leurs efforts sur un État qui se retire afin d'empêcher que des transferts clandestins ne contribuent à l'acquisition d'armes nucléaires ou que la prolifération de cette technologie ne profite à d'autres pays. Bien que le retrait du Traité demeure un droit souverain, les États parties ont également un droit souverain de tenir compte des effets d'un tel retrait sur leur sécurité individuelle et collective. Ils devraient affirmer clairement qu'un retrait du Traité entraîne des conséquences, dissuadant ainsi tout État de se retirer et favorisant l'objectif d'une adhésion universelle.

68. **M. Al-Bader** (Qatar), prenant la parole au nom des États parties arabes au Traité, dit que l'article X du Traité affirme le droit souverain des États parties à se retirer du Traité et explique en détail les mesures nécessaires pour ce faire. Les États arabes estiment que tout amendement visant à rendre les procédures de retrait plus sévères et comportant certaines sanctions n'entraînera pas seulement un long processus de ratification par les institutions nationales de chaque État

partie, mais pourrait également avoir un impact négatif sur l'universalisation en donnant aux États non-parties des raisons supplémentaires de ne pas y adhérer. En outre, la prorogation indéfinie approuvée en 1995 faisait partie d'un accord en quatre parties qui avait été conclu sur la base de la résolution sur le Moyen-Orient, la décision sur les principes et les objectifs, la décision sur le renforcement de l'universalisation et la décision sur la prorogation indéfinie. Le Comité devrait donc examiner le degré de conformité avec les stipulations de l'accord, notamment en ce qui concerne l'universalisation du Traité au Moyen-Orient toujours entravée par le refus d'Israël d'y adhérer.

69. **M. Frydenlund** (Norvège), présente, au nom de sa délégation et de celles de l'Islande, de la Lituanie et de la Suède, un document de travail sur la lutte contre la menace du terrorisme nucléaire en réduisant les utilisations civiles de l'uranium fortement enrichi (NPT/CONF.2005/MC.III/WP.5). Il demande instamment à la Conférence de recommander que le commerce et l'utilisation d'uranium fortement enrichi soient limités en raison de son risque inhérent. Il engage instamment les États à ne pas appuyer de nouveaux projets comportant du combustible d'uranium fortement enrichi et demande à la Conférence d'établir l'objectif de son élimination totale du secteur nucléaire civile dès que cela sera techniquement faisable.

70. **M. Chowdhury** (Bangladesh) déclare que sa délégation appuie le document de travail présenté par le Groupe des non-alignés sur les questions de fond devant être examinées par la Grande Commission III (NPT/CONF.2005/WP.20). Les droits et obligations énoncés aux articles I, II et IV du Traité obligent les États parties à coopérer en matière d'échange de matériels, de matières, de connaissances scientifiques et techniques et d'informations concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Toutefois, des restrictions excessives sur les exportations de matériels, de matières et de technologies sont encore imposées aux États en développement non dotés d'armes nucléaires. Compte tenu de l'incompatibilité de ces restrictions avec le Traité, elles devraient être éliminées. Les obligations statutaires de l'AIEA de poursuivre les objectifs de coopération technique et d'applications pacifiques de l'énergie nucléaire et d'appliquer les garanties et les régimes de vérification doivent être remplies.

71. Sa délégation est déçue de voir que certains États dotés d'armes nucléaires avancent des considérations extérieures pour refuser aux États non dotés d'armes nucléaires le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie et de la technologie nucléaires, et ce, même dans la

poursuite d'un développement durable. Aucune tentative ne doit être faite pour utiliser les programmes de coopération technique de l'AIEA comme outil politique. Au contraire, les États parties devraient se concerter de façon à ce que les articles I, II et IV du Traité soient appliqués dans un climat de confiance. Le Bangladesh partage avec d'autres États les préoccupations selon lesquelles le Traité serait interprété trop librement et, par conséquent, ne profite à aucun État partie. Les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire sont riches de promesses pour l'humanité. Une préoccupation mal venue d'un risque de prolifération d'armes nucléaires ne devrait pas faire rater l'occasion d'exploiter ces promesses. L'élimination totale des armes nucléaires demeure la meilleure garantie contre la prolifération. Si certains États les possèdent et les utilisent pour faire avancer leurs intérêts politiques, les autres États voudront aussi bien sûr se les procurer.

72. La technologie nucléaire offrent des avantages non seulement dans la production de l'électricité mais également en aidant à résoudre d'anciens et de nouveaux problèmes de développement associés à la faim, à la maladie, à la gestion des ressources naturelles, à la pollution environnementale et aux changements climatiques. Elle pourrait, par exemple, accroître la production des plantes tropicales, lutter contre les insectes nuisibles et les maladies des plantes, garantir la sécurité alimentaire, réduire la pollution de l'air et améliorer la santé humaine. De son côté, le Bangladesh resterait un État non doté d'armes nucléaires, comme le prévoit sa Constitution, et se conformerait à ses obligations liées aux garanties de l'AIEA. Il estime que toute menace ou attaque contre des installations nucléaires pacifiques pourrait représenter un grand danger parce que cela renforcerait la nécessité apparente de se défendre contre une telle attaque.

73. **M^{me} Poulsen** (Danemark) fait savoir que sa délégation souhaite exprimer son appui au document de travail NPT/CONF.2005/MC.III/WP.5, présenté par le représentant de la Norvège.

74. **La Présidente** annonce qu'elle a reçu du Président de la Conférence d'examen de 2005 un message à transmettre au Comité. Selon le Président, la Conférence a entamé la phase cruciale de rédaction des résultats de ses délibérations, mais il ne lui reste que très peu de temps pour le faire. Il demande donc aux présidents des Grandes Commissions et aux présidents des organes subsidiaires de rechercher un résultat bref et concis, mais équilibré et de portée générale. Toutes les délégations devraient continuer à faire preuve de souplesse et de coopération et à appuyer les présidents des

Grandes Commissions et les organes subsidiaires dans cette tâche. Malgré les délais impartis, il espère que le premier projet sur l'issue des travaux des Grandes Commissions pourra être partagé avec toutes les délégations plus tard dans le courant de la journée.

La séance est levée à 12 h 35.